

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pole Carrière et Matériaux
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 7 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES TAVANO SA

Rue des Aulnays
72700 Spay

Références : 2024-430_INSP_RAP_HB_TAVANO CARRIERES SA

Code AIOT : 0006300713

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement CARRIERES TAVANO SA implanté La Coyère - L'Enfournoire 72700 Spay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES TAVANO SA
- La Coyère - L'Enfournoire 72700 Spay
- Code AIOT : 0006300713
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS CARRIÈRES TAVANO exploite historiquement une carrière de sables et graves alluvionnaires ou du Cénomaniens aux lieux-dits « L'Enfournoire » et « La Coyère » sur le territoire de la commune de SPAY.

L'arrêté préfectoral DCPAT n°2019-0175 du 26 juillet 2019 autorise une production moyenne annuelle de 150 000 tonnes/an pour une durée de 30 ans. Une autorisation de défrichement et une dérogation pour les espèces protégées ont également été accordées.

Une première modification des installations de traitement qui avait été programmée a conduit à l'octroi de l'arrêté complémentaire DCPAT N°2021-0211 du 5 octobre 2021.

Un nouveau dossier de demande de renouvellement a été déposé en préfecture au mois de juillet 2024 concernant

une évolution du phasage de l'exploitation et motive un échange avec les exploitants.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification Autorisation	Code de l'environnement du 13/01/2023, article R181-47	Sans objet
2	Modification phasage	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article Article 1.4.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article Article 1.3.6	Sans objet
4	Production annuelle	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article Article 2.9	Sans objet
5	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article Article 2.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi de l'exploitation est réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral et les justificatifs ont été transmis à l'inspection. La modification du phasage a été argumentée et les nouveaux équipements sur le site présentés. Des éléments complémentaires sur les calculs des garanties financières ont été demandés. L'inspection s'est focalisée sur la conduite de l'exploitation .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification Autorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/01/2023, article R181-47
Thème(s) : Situation administrative, modification substantielle – notable d'autorisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. III.-Pour les installations relevant de l'article L. 515-32 : 1° Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas : a) Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ; b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut ; 2° Sont regardées comme notables, lorsqu'elles ne relèvent pas du 1° : a) Toute augmentation ou diminution significative de la quantité ou toute modification significative de la nature ou de la forme physique de la substance dangereuse présente, ayant fait l'objet d'un recensement par l'exploitant en application du II de l'article L. 515-32, ou toute modification significative des procédés qui l'utilisent ; b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil haut devient un établissement seuil bas ; dans ce cas,</p>

l'arrêté complémentaire mentionné au dernier alinéa du II est pris après une consultation du public, dans les conditions de l'article L. 123-19-2.

Constats :

L'exploitant a transmis au mois de juillet 2024 un porter à connaissance concernant la modification du phasage de l'exploitation de la carrière et le montant des garanties financières des nouvelles phases.

La demande de modification ne comprend pas d'allongement de la durée d'autorisation d'exploiter, de modification de la production annuelle moyenne ni d'extension des périmètres ICPE et d'exploitation de la sablière.

L'exploitant juge cette demande de modification comme non substantielle au vu de ces critères. Les modifications demandées n'ont pas d'incidences sur le défrichement (déjà réalisé) ni sur les mesures ERC liées aux espèces protégées.

L'inspection a identifié après échange avec l'exploitant l'origine de cette demande de modification des conditions d'exploitation qui ne ressort pas des éléments fournis au préfet : l'exploitant a fait l'acquisition d'une drague suceuse en propre qui le libère des contraintes de planification engendrées par une location et lui permet d'envisager un avancement différent sur le site.

La compatibilité de cette nouvelle organisation doit être vérifiée vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté préfectoral initial et dans cet objectif des éléments complémentaires au dossier de porter à connaissance seront demandés à l'exploitant en marge de ce rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Modification phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article Article 1.4.2

Thème(s) : Situation administrative, Modification du champ de l'autorisation

Prescription contrôlée :

En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le Préfet vaut décision implicite de rejet. Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du Préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le Préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement. Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Constats :

Le nouveau phasage demandé par l'exploitant concerne uniquement la modification de l'ordre d'exploitation des secteurs et s'explique par le souhait d'un fonctionnement simultané de l'exploitation du gisement à la pelle et à la drague (présente désormais sur le site toute l'année). Les 5 phases à venir ont été mises à jour dans le dossier transmis à la préfecture sur les plans ainsi qu'en

quantité de matériaux (exploité à la pelle / exploité à la drague), volumes de stériles et de terres végétales, sur la base d'une production moyenne de matériaux autorisée par l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2019 de 150 000 tonnes/an.

La dernière phase est présentée comme comprenant la finalisation de l'exploitation (4,5 ans) et la remise en état (6 mois). L'arrêté préfectoral de 2019 indiquait pour cette dernière phase 1,5 année d'exploitation et 3,5 années consacrées aux travaux de remise en état.

La compatibilité de la remise en état entérinée dans l'arrêté préfectoral de 2019 sur la base des engagements pris par la société dans son dossier d'autorisation et du délai réduit à 6 mois doit être justifiée. Dans cet objectif des éléments complémentaires au dossier de porter à connaissance seront demandés à l'exploitant en marge de ce rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article Article 1.3.6

Thème(s) : Situation administrative, Modification du montant des garanties financières

Prescription contrôlée :

Article 1.3.2 - Montant des garanties financières Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées. Ce montant est défini par référence à l'indiceTPOI de novembre 2018 égal à 111,1 (anciennement 725,98) et pour une TVA de 20 %. Phasage d'exploitation concerné Période quinquennale Montant des garanties financières Commentaires Phase 1 2019-2024 446 515,48 € TTC Phase 2 2024 - 2029 457 320,056 TTC Phase 3 2029 - 2034 301 656,88 € TTC Phase 4 2034 - 2039 273 201,84 € TTC Phase 5 2039 - 2044 144 953,036 TTC Phase 6 2044 - 2049 99 026,32 € TTC 1,5 année d'exploitation et 3,5 années consacrées aux travaux de remise en état

L'exploitant informe le Préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières, ainsi que de tout changement de garant, de tout changement de forme des garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières.

Constats :

Un tableau des montants des garanties financières actualisées en 2024 selon l'arrêté du 9 février 2004 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009 est présent dans le dossier porté à la connaissance du préfet. Le dossier date de juillet 2024, les montants sont sur la base TP01 de mai 2024. Les plans détaillés des surfaces prises en compte pour ces calculs ont été transmis suite à la visite. Ces plans n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Production annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article Article 2.9

Thème(s) : Situation administrative, Enquête annuelle

Prescription contrôlée :

Avant le 31 mars de l'année (n+1), l'exploitant transmet un bilan d'activité de la carrière de l'année précédente (n), et une synthèse annuelle de l'ensemble des surveillances de ses émissions et de

leurs incidences sur chaque compartiment de l'environnement (bruits, air, eaux superficielles et souterraines, sols, sous-sols, poussières, vibrations...), en complétant le site Internet mis en place par l'inspection des installations classées. Un défaut de renseignement est interprété comme une absence d'exploitation.

Constats :

L'exploitant a renseigné la base GEREPE concernant ses productions. La vérification de la production sur les 4 dernières années déclarées démontre une moyenne de production non atteinte (92 000t / 2020, 102 000t / 2021 , 96 806t / 2022 , 91 405t / 2023). L'exploitant a confirmé une production moyenne plutôt proche de 100 000t/an pour une production moyenne annuelle autorisée de 150 000 tonnes/an.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article Article 2.10

Thème(s) : Situation administrative, Registres et plans de carrières à ciel ouvert

Prescription contrôlée :

Chaque année, l'exploitant établit un ou plusieurs plans orientés, d'échelle adaptée à la superficie de l'installation et clairement lisibles. Sur ces plans sont reportés : les dates de levée, les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, remplacement des bornes (y compris la borne de nivellement), les bords de la fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation, les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation définis en niveau NGF, faisant apparaître les côtes bathymétriques pour chacun des bassins, les zones remises en état, la position de tous ouvrages ou équipements dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique, sur le site et dans son voisinage immédiat, la position des clôtures, les zones en cours d'exploitation, les zones exploitées et remises en état, les zones exploitées en cours de réaménagement, les zones de stockage des déchets inertes d'extraction, les futures zones à exploiter, les zones particulières de préservation écologique, la localisation des installations (traitement des matériaux, bassins de décantation, atelier, aire de ravitaillement, ...) et des stockages de matériaux, la localisation des pistes et des accès, les voies d'accès et chemins menant à la carrière, les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière. Un exemplaire de ce ou ces plans est transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement le plan détaillé de l'exploitation pour 2024. Le plan est orienté, à une échelle adaptée au site et lisible. Sont définis le périmètre, les zones exploitées et remises en état, les zones en cours d'exploitation, les côtes bathymétriques pour chacun des bassins, la position de tous les ouvrages ou équipements, la position des clôtures, les zones de stockage des déchets inertes d'extraction, les futures zones à exploiter, les zones particulières de préservation écologique, la localisation des pistes et des accès, les voies d'accès et chemins menant à la carrière, les piézomètres... Les abords aux 50 m ne sont pas détaillés et la légende manque de précision (traits de couleur jaune aux abords et au sein des bassins, traits de couleur verte concernant les enjeux écologiques, bornes).

L'exploitant a présenté lors de la visite le relevé automatique de la bathymétrie réalisé par la drague suceuse nouvellement acquise. A la suite de la visite, le plan d'exploitation 2025 intégrant les

modifications de phasage demandées a été transmis avec la mention « Sous réserve d'acceptation de la DREAL ». Ce plan n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite